



Réseau des Associations Autochtones Pygmées « RAPHY-RDC »

minority
rights
group
international



**RAPPORT DES ACTIVITES DE PLAIDOYER A LA TERRE DES
AUTOCTCHONES PYGMEES/BATWA, RECEMMENT SPOLIEE
EN TERRITOIRE D'IDJWI ET KALEHE, AU SUD-KIVU/RDC.**



Du 30 Octobre 2020-15 janvier 2021.

PLAN DU RAPPORT

I. INTRODUCTION

- 1. Objectif du plaidoyer:**
- 2. Constitution des Équipes de plaidoyer.**
- 3. Situation Géographique et Localisation du Milieu.**

II. DEROULEMENT DES ACTIVITES.

- 1. Préambule.**
- 2. Monitoring des quelques déclarations des communautés sur terrain.**

III. ORGANISATION DES REUNIONS DE RESTITUTIONS.

IV. RÉSULTATS OBTENUS.

V. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.

VI. RECOMMANDATIONS DES COMMUNAUTES PYGMEES.

VII. CONCLUSION.

Annexes:

- 1. Flash, cas de monitoring de droit de l'homme.**
- 2. Quelques photos des activités.**

I. INTRODUCTION

Conformément au Termes de Référence convenu et l'accord conclu entre RAPHY et MRG en octobre 2020 pour l'accomplissement du projet intitulé: « Approfondissement de l'engagement : réaliser les droits des peuples Afrique » financé la Commission « Soutenir les droits de l'homme domaine des des peuples dans le contexte des terres et au climatique». Et global était de prévention et conflits fonciers des terres et naturelles/ forestières des autochtones pygmées de Kalonge et Idjwi-Sud à travers ce plaidoyer auprès des autorités provinciales du Sud-Kivu.



des minorités et autochtones en par le projet de européenne sur défenseurs des dans le droits fonciers autochtones, d'accaparement changement dont l'objectif contribuer à la résolutions des et de spoliation ressources

Les activités clés de plaidoyer réalisées au court de cette période de trois mois, allant de novembre, décembre 2020 à janvier 2021, étaient les descentes sur terrain de documentation de ces deux dossiers fonciers et de spoliation des champs des PA à Kalonge par le PNKB en 2016 à Changaji, assimilé à celui du chef pygmée Shamavu-Namukondo ; et le champ des pygmées d'Idjwi à Karama, groupement Nyakalengwa, territoire d'Idjwi, spolié par les familiers du chef de chefferie; suivi des contacts avec certaines autorités locales concernés dans les milieux pour les convaincre a être des alliées et apporter leurs contribution au plaidoyer. Puis des réunions d'évaluation du processus ensembles avec les communautés et du suivi réguliers des promesses des faites par les autorités pour résoudre ou atténuer définitivement le Problème.

L'importance de ce plaidoyer aux autorités c'est le fait qu'il a permit de leurs montrer la principale cause du problème afin qu'ils développent un mécanisme de d'indemnisation si pas de restitution des champs des Pygmées spoliés par le PNKB dans la partie Kalonge/Bumoga et Chanji en chefferie de Buhavu, territoire de Kalehe ; et à Karama en chefferie Ntambuka dans le Territoire de d'Idjwi.

4. **Objectif du plaidoyer:** Contribuer à la prévention et résolutions des conflits fonciers et de spoliation des terres et ressources naturelles/ forestières des autochtones pygmées de Kalonge et Idjwi-Sud à travers le plaidoyer auprès des autorités provinciales du Sud-Kivu.

5. **Constitution des Équipes de plaidoyer.**

L'affectation des groupes des para juristes sur terrain a été organisée au court des réunions préparatoires de déploiement sur terrain ; et ont débutées au début Novembre 2020 ; Travail de terrain qui a pris fin en janvier 2021. Ces 2 équipes ont été désignées pendant les réunions d'harmonisation du calendrier et ont été déployées comme suit:

- La 1^{ère} Équipe de 2 personnes, Madame **Charlene Maombi** et **Bolingo Muderhwa** s'était rendue en groupement de Kalonge, Chefferie de Buhavu, Territoire de Kalehe. Là ils étaient accueillis sur terrain par l'animateur local **Bonane Mutula**.

- Et la seconde équipe constituée aussi de 2 personnes : **Mr Aubert-Mukinzi** et **Malekera-Leonard**, s'était rendue sur l'île Idjwi par Bateau, groument Nyakalengwa, chefferie Ntambuka, Territoire d'Idjwi. Au niveau d'Idjwi, ils ont été accueillis par l'animateur local Mapenzi Zafarindi.

6. Situation Géographique et Localisation du Milieu.

Le Groupement de **Kalonge** et le Village de **Karama** sont deux entités situés en territoires de Kalehe et Idjwi, provinces du Sud-Kivu/RDC, ayant été concernés par le plaidoyer foncier entre Novembre 2020 à janvier 2021. Pour aller à Kalonge on emprunte la Route Nationale N°3 qui traverse à l'intérieur du PNKB, sur une distance de 60 km de la ville de Bukavu.

Localisation : Le champ **Kahegere/Bumoga** en groupement de Kalonge, spolié par le PNKB en 2016, partage la milite avec le PNKB aux alentours dans la partie **Madirhiri**, principalement à l'Est de **Kalonge** ; à l'Ouest nous avons le village de **Bisisi/Idunga** vers Bugaru en limite avec Shabunda ; au **NORD** c'est le village **Nguliro** vers la rivière MUGABA en limite avec le groupement de **Bitale/Bunyakiri** et au **SUD** c'est le Sous village KACUBA vers l'entité de Mule en limite avec la chefferie de NINJA en territoire de KABARE.

Sur le plan démographique, Kalonge compte un chiffre estimatif de plus de 288.000 habitants et le sous village de BUMOGA compte 12.994habitants inclus les peuples autochtones Pygmées.

Karama étant un des villages du groupement de Nyakalengwa en chefferie Ntambuka ou encore Idjwi-Sud, Territoire d'Idjwi ; ce Champ de Karama qui appartenait à la grande Famille KAHIMANO-CIRAZI, spolié en Aout 2018 après avoir chassés, est situé dans le village portant le même nom. Ce village est constitué aussi du fief du chef de chefferie Mwami NTAMBUKA à coté du lac-Kivu. Idjwi-Sud comme chefferie compte actuellement une population estimée à 25000 habitants inclus les peuples Pygmées.

II. DEROULEMENT DES ACTIVITES.

1. Préambule.

Au menu des activités, il a été tout d'abord organisé une série de réunions préparatoires au bureau du **PAPY** sur Comment amorcer ce plaidoyer, et qui ont permis au staff et Parajuristes d'arrêter les stratégies nécessaires. Ce plaidoyer a consisté dans un premier temps à la documentation



des faits/monitoring des cas des violations des droits des PA sur le foncier et spoliation de leurs avant de contacter les autorités locales et coutumières ayant en charge la question des terres dans les deux entités Kalehe et Idjwi.

Dans ces réunions préparatoires il a été aussi harmonisé le calendrier de mise en œuvre de dispatching des équipes de terrain dans 2 axes. Et là nous avons l'axe

Kalonge en groupement de Kalonge, chefferie de Bukavu, territoire de Kalehe ; et l'axe Karama en groupement Nyakalengwa, chefferie Ntambuka, en Territoire d'Idjwi.

Ainsi RAPHY a de manière assidue, mis en œuvre ces activités comme étaient spécifiées dans le Terme de Référence convenu entre RAPHY et MRG ; et qui ont pris 3 mois consécutifs comme dit ci-haut. Ces activités ont effectivement permis aux Parajuristes de contacter les autorités concernées et plaider directement la cause des autochtones pygmées du groupement de Kalonge dans les villages de Bumoga, Murhobo, Kabolire, Mageyo et Cifunzi qui exploitaient les concessions spoliées par le PNKB en 2016 à Changaji et un champ du chef pygmée Shamavu-Namukondo de plus de 15ha qui était exploité par 80 ménages en moyenne. Cette concession faisait vivre 400 personnes en raison de 5 par ménage et la concession de KASHASHA à Bumoga toujours aux alentours du Parc National de Kahuzi-Biega ; huit (8) familles soit 40 personnes alimentées par ces champs, en moyenne de 5 personnes par ménage ont été chassées. En plus de pygmées d'Idjwi, en Territoire d'IDJWI, chefferie **Ntambuka**, précisément dans le groupement **Nyakalengwa**, village **Karama** où plus de 100 familles ont été définitivement chassées de leurs champs.

Sous la facilitation de l'équipe de Parajuristes **Bolingo-Muderwa, Malekera-Leondard, Aubert-Mukinzi** et Madame **Maombi Charlene**, arrivant à **Kalonge** et **Idjwi**, ces équipes ont tour à tour réunies plus entre 10 à 15 personnes pendant les échanges de documentations des cas de spoliation et d'accaparement des terres.

Avant de débiter les échanges autour du dossier sur terrain, les Parajuristes ont fait une brève présentation à titre de rappel sur quelques articles des droits fonciers extraits de la Déclaration des



Nations Unies sur les Droits des Peuples autochtones ; la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples mais aussi la Constitution de la RDC comme énumérés dans le dépliant en Annexe.

En suite pendant les missions sur terrain, départ et d'autres à **Kalonge** comme à **Idjwi**, les parajuristes ont posé certaines questions de curiosité aux communautés pour savoir s'ils ont de problèmes de spoliations de leurs terres ou

Non ? Et s'ils peuvent apporter quelques éclaircissements ; etc.

En réponse, ils ont déclaré massivement OUI. Tout en clarifiant qu'il y a beaucoup des dossiers d'accaparement de terres aux villages qu'il faut venir résoudre, mais souvent les autorités locales affichent une attitude de complicité et passivité quand il s'agit d'un dossier entre Pygmées et Bantus ; car ne voulant pas en finir.

Mais s'il s'agit des dossiers des pygmées eux-mêmes, là les autorités châtient fortement et sans pitié. Et le cas épineux **recueillis** qui ont prévalu est celui du champ de KAHEGERE/BUMOGA, chez le grand chef Pygmées **Shamavu-Namukondo**, ses sujets et d'autres habitants voisins pour Kalonge ; Idjwi c'est le champ de **Karama**.

2. Monitoring des quelques déclarations des communautés sur terrain.

AXE KALONGE	AXE IDJWI
-------------	-----------

1	<p>Déclarations : L'équipe de mission Composée de Bolingo-Muderhwa et Maombi-Mpangirwa Charlene ; ont recueillis certaines déclarations prouvées physiquement par les communautés autochtones: -Déclaration du chef de Sous-village PA Mr Shamavu-Namukondo et ses collaborateurs ; c'est depuis les années 1970 et 1986 jusqu'en 1991 que nous avons été chassés du PNKB jusqu'à ériger des bornes des eucalyptus. Fort étonnant, les petites portions de terres de Bumoga/Kalonge, de Mageyo, Cifunzi, Kabolire, Lugabane, ...sur lesquelles nous vivions dans la partie Kalonge et qui ne sont mêmes pas dans le PNKB, nous ont été spoliées ici en 2016 par les agents du PNKB. Ce qui fait qu'aujourd'hui nous mourons de faim et de malnutrition sévère. Mr SHAMAVU NAMUKONDO : En date du 10/6/2016 j'étais au deuil chez moi, j'ai vu du coup le véhicule du PNKB arriver ; ils m'ont demandé d'entrer directement dans leur véhicule sans savoir où aller. J'avais résisté mais finalement nous étions partis avec ces agents du PNKB au centre Cifunzi après m'avoir convaincu qu'il n'y a pas de problème et puis sans quitter le Véhicule il va nous amener direct vers notre champ, accompagné avec des militaires bien armés, les gardes parcs, les policiers et autres autorités de KALONGE comme ANR, etc.... Arriver à Chisakule/Changaji/Bumoga où se trouve notre champ, c'est maintenant que l'équipe du PNKB guidé par Mr TOKUNDA RM chef du sous-programme démarcation PNKB accompagnée du chef de groupement de KALONGE Mr JOSEPH CHARHANGABO vont se prononcer en disant que NAMUKONDO occupe une partie du PNKB, quand NAMUKONDO a refusé et montrant que la concession l'appartient et qu'il l'a acquis depuis longtemps auprès du défunt NAKALONGE MASONGA-MPAGAMAII chef de groupement de KALONGE. Depuis les années 1986, alors l'agent de l'environnement venu de Bukavu avec d'autres délégations demandera à NAMUKONDO de montrer sa limite ; aussitôt lui et ses sujets vont descendre dans la limite en passant par la rivière CHISAKULE vers la rivière MADIRHIRI où il y a des gros eucalyptus arbres de limite qui ont été repiqués par ce même Défunt mwami de Kalonge. Curieusement ici récemment en date du 10 au 13/06/2016 les agents du PNKB vont entrer dans la concession de la population après plus de</p>	<p>Déclarations : L'équipe qui était descendue à Idjwi-Sud était composée de Mr Aubert-Mukinzi et Malekera-Leonard. La mission a porté sur le plaidoyer de la Spoliation des terres des populations Pygmées auprès des autorités locales de la chefferie Tambuka, précisément dans le groupement NYAKALENGWA, village KARAMA, proche de la résidence du chef de chefferie de Ntambuka. Et le monitoring dans le Groupement Mugote en village Kabingu/Bwando. Et le monitoring du cas de meurtre de Mr Janvier-RUKUBANYI en Groupement Mugote, village Kabingu/Bwando. Les éléments fournis sur terrain à Idjwi : Les déclarations recues à Idjwi nous renseignent : -Mr Kahimano Cirazi dira que la dite Concession appartenait à son père (Famille pygmée Kaimano Cirazi), qui fut chassée de son terroir habituel il y a 2 ans, soit depuis le mois d'août 2018. Qu'est-ce qui s'était passé au juste afin de le déguerpier de leur terre ? Reponses : - Selon Messieurs Baidika, Mr Samunane et le fils de Kahimano lui-même interrogés à Idjwi, tous Autochtones Pygmées, il y avait un accrochage entre un petit groupe de Pygmées qui était parti prendre du vin dans un bar de boisson au centre MAZINA. De là, ils seront soupçonnés d'avoir volé un Shirting/bache des populations de la communauté Havu. Le combat va s'engager depuis Mazina jusqu'à KARAMA/Bonvu, village des Pygmées, conflit qui va dégénérer mal et aux dégâts matériels, parmi tant d'autre : -Incendier tout le village, de plus au moins 25 maisons Pygmées, -Piller 7 chèvres des Pygmées de Karama, -Vol d'une pirogue des Pygmées de village Karama, (achetée à un montant de 240\$ pour la pêche de poissons dans le Lac Kivu). Bref, les Pygmées sont limogés brutalement de leur village de Karama par la population voisine, en présence des autorités coutumières du milieu après avoir perdu tous les biens sans aucune forme d'indemnisation. Et les coupables sont restés libres sans avoir été inquiétés par les autorités. Selon d'autres sources d'informations en notre possession, avant ce forfait, la famille CIRAZI</p>
---	---	--

<p>30ans où il n'y a jamais eu de trace de limite et vont commencer sans tarder à planter des arbres pour y ériger des nouvelles limites jusqu'à KASHASA, traversant la rivière LUHA et les anciennes limites; quand la population a refusé ses actes violents, le chef de groupement va dire aux agents du PNKB que si Namukondo avec ses sujets continuent à discuter, il faut tirer sur lui et même qu'autres; et que ce chef de groupement lui-même prendrait le dossier en charge. Immédiatement toutes les parties y quittèrent à queue de poisson. Et Namukondo a répliqué en disant qu'avant cette fausse démarcation les gardes parcs pourchassaient à tout moment la population dans ce champ à coup de Balles réelles.</p> <p>Mr MASENGO NFUNEBASHIGA: Pour la première fois le gouvernement congolais avec ICCN/PNKB nous avait ravi notre champ qu'ils ont transformé en parc national de Kahuzi Biega. Ces gens ne se sont pas arrêtés par là en 2016 ils ont même ravi par force nos petites concessions en déterrants également les colocases, maniocs, haricots, courges,...</p> <p>Mr MASUMBUKO NAMUKONDO fils du chef SHAMAVU: 'après leur fausse délimitation, j'étais parti avec eux à CIFUNZI centre; ils m'ont demandé d'apposer ma signature tout en me tendant de l'argent dans un coin; quand j'ai refusé de signer sur leur faux document de délimitation et refuser cet argent ils m'ont dit que malgré que c'est nous qui sommes aux alentours du PNKB nous n'aurons aucun avantage de ce Parc National de Kahuzi-Biega Pour le moment ce parc ne fait rien pour nous et pourtant nous sommes les 1ers protecteurs de ce dernier, car aucun Pygmée n'est en gagé là, nos enfants ne sont pas scolarisés par leurs appuis mais aussi, nous n'accédons plus même aux bois morts, ni aux herbes servant au remède, eau Maziba qui guérie les maux de ventre et nous ne sommes pas impliqués dans aucune activité du PNKB.</p> <p><i>Les parajuristes ont posé également d'autres questions de savoir quel est leur souhait maintenant vis-à-vis de leurs déclarations ?</i></p> <p>Presque la majorité a intervenu (Mr Shamavu-Namukondo, Masumbuko-Namukondo, Masengo-Nfune Bashiga, Leonard-Buranga, Mirindi-Musheku, Jean Piere-Petro, Mubiri, Zirhumana-Nnaburhanga) comme quoi un bon plaidoyer soit mené à temps et à tous les niveaux international, national et local afin qu'ils soient remis dans leurs droits et leurs champs soient restitués.</p>	<p>KAIMANO a été invitée de se présenter aux officiels de la chefferie avec les documents de leur concession. Par surprise, ces documents leur seront ravis et ils seront renvoyés main vide. C'est ce qui débouchera qu'après la mort des vieillards de la famille, étant déjà dépouillé de ses documents, la pauvre famille sera chassée à la merci des intempéries.</p> <p>Il sied de signaler que tôt avant le l'expulsion de cette famille dans cette concession, un des grands frères de cette famille fut menacé et tué immédiatement.</p> <p>Au vu de ce qui précède, sur accompagnement du RAPHY à travers son parajuriste défunt Zafarindi, par un plaidoyer au prêtre de l'Église Catholique à Idjwi, l'Abbé Adrien KISHUGI, bon samaritain, aura compassion de cette population abandonnée à son propre sort, et fera un lobbying en leur faveur auprès des Prêtres Italiens, qui débouchera à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'acquisition de 2 hectares de terre pour ce PA à KISIZA/KARHONGO ; - Construction 12 bloc des maisons en matériaux durables, de 2 chambres, 1 salon et une cuisine ; - Rendre disponible une partie de terre pour cultiver les champs pour la survie de cette population ; - Faire cultiver un champ d'Ananas pour les Pygmées et rendre disponible un ouvrier pour l'entretenir sous le frais du Prêtre lui-même. - Construction d'une église en leur faveur (construction en voie d'achèvement) ; <p>Selon les déclarations du chef de ce village, 4 autres maisons seront construites dans la suite de temps par le même bienfaiteur, Monsieur l'abbé Adrien.</p> <p>Pour votre gouverne, le chef de cette famille, la personne de CIRAZI KAIMANO, ne voulait pas qu'on puisse aborder le problème de ce champ, puisque, a-t-il dit que, plusieurs organisations sont passées pour enquêter quant à ce, et aucun résultat. De ces organisations nous pouvons citer entre autre : Union pour l'Émancipation de la Femme « UEFA » ; ERND ;...</p> <p>Ils ont même négocié à quelques unes des organisations de les accompagner pour ce dossier mais aucune ne s'est présentée. Et pour renchéris, a-t-il dit, le dossier complet y relatif, se trouve dans chacun des bureaux de ces organisations précitées.</p>
--	---

2	<p><u>Constats sur Terrain à Kalonge.</u></p> <p>Au regard des multiples questions posées aux populations Pygmées sur terrain, les parajuristes ont constaté ceci :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Après la spoliation de ces concessions du chef Pygmée Shamavu-Namukondo et de ses sujets à BUMOGA (80familles) ; le dossier était resté sans solution malgré la descente sur terrain qui avait été préconisée par l'assemblée Provinciale du Sud-Kivu en 2016 après plaidoyer du RAPHY; chose non faite jusqu'à présent, ni même le décaissement des frais de descente pour la commission qui a été constituée. - Malgré la volonté du chef de village de Cifunzi Mr BISIMWA NTARUBIBI de s'allier du coté des pygmées et vouloir éclairer l'équipe de démarcation ; le PNKB avait fait des manœuvres pour bloquer la commission à ne pas effectuer la mission sur terrain au motif qu'ils étaient incapables de trouver les moyens y afférant ; et c'est ce qui a fait le dossier reste en jachère. - Le chef de groupement actuel de KALONGE a été en connivence avec le PNKB pour ravir ces concessions des pygmées, car c'est lui qui avait écrit au PNKB que ce champ n'appartiendrait pas à la population or c'est son père NAKALONGE MASONGA-MPAGAMAI qui avait octroyé ce champ à Monsieur NAMUKONDO en fixant lui-même les arbres eucalyptus pour délimiter celui-ci au PNKB à MADIRHIRI ; ont-ils déclarés les personnes qui ont été interviewées. - Le pris des aliments rehaussé dans cette entité jusqu'à ce qu'une mesure de farine de manioc qui coutait 300FC, revient actuellement à 1000FC car ces champs ne produisent plus d'aliments, comme les haricots, colocases, maïs, manioc,...or la population n'a plus accès à ces derniers. - La recrudescence des cas de mal nutrition et plusieurs cas de mort du jour au lendemain. Ex : au passage des parajuristes dans ce milieu, 2personnes Pygmées sont mort de malnutrition : Madame Zawadi-Cizungu de Bumoga/Lugabane et le fils Nsimire-M'namaziba, enfant de plus au moins 4ans. 	<p><u>2 Constats sur Terrain à Idjwi.</u></p> <p>Arrivant sur terrain, il a été constaté ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Plus de 100 familles autochtones Pygmées expulsées ne sont plus rentrés dans leurs milieux et champs de Karama, suite aux multiples menaces de mort orchestrées par les communautés Havus. - Les autorités coutumières et administratives n'ont pas fait d'efforts pour accompagner ces familles à réintégrer dans leurs villages respectifs ni les indemniser. - Actuellement plus de 100 familles Pygmées d'Idjwi vivent grâce aux petits efforts du prêtre de l'Église Catholique à Idjwi, l'Abbé Adrien KISHUGI ; et une fois fatigué par ses efforts, les Pygmées n'auront plus où recourir. - Ces familles vivent sous le sol et sans literie ni lits modestes ; et sont souvent menacées dans les hôpitaux faute d'incapacité de paiement factures soins médicaux. - Jadis et actuellement ces familles pratiquent toujours la poterie pour leur survie à la recherche des revenus familiales sur une distances de plus de 6 heures de marches. - Les prix de denrées alimentaires ont rehaussé dans la zone ; de 500Fc à 1200Fc le prix d'une mesure de farine ; de même que pour une mesure d'haricot de 1800Fc à 2500Fc et du moment qu'ils n'ont des revenus ménagères rationnelles. Et de fois ils font la poterie pour survivre, avec un revenu maigre. - Le message qui circule partout dans Idjwi-Sud ; fait état de la vente de ce champs par le chef de chefferie au président actuel de la RD Congo (Chisekedi) selon les propos de Mr Chirazi-Kahimano. Ce qui fait qu'ils n'ont plus espoir d'être réintégrés dans ces champs là.
3.	<p><u>Message de plaidoyer et promesse de l'autorité:</u></p> <p>La commission Socioculturelle et environnementale des députés provinciaux</p>	<p><u>3. Message de plaidoyer et promesse faite par l'autorité:</u></p> <p>Après ce constant, et au vu de ce qui précède, les parajuristes et leaders communaire</p>



<p>ayant été contactée par la délégation des 5 leaders Pygmées et parajurites de Kalonge et Idjwi, à l'occurrence : Mr Zirhumana-Naburanga, Mulonga-Ndondo et Shamavu-Namukondo, Mapenzi-Zafarindi et Selemani-Samunane ; au nom de la grande Famille Namukondo, des 23 ménages autochtones pygmées et 22 ménages bantous; disant: « Nous venons répondre à l'audience nous accordé en ce jour parce que il y a eu Fausse démarcation de limites du Parc National de Kahuzi Biega (PNKB chez nous et à Kalonge et détruisant ainsi les : semences d'haricots, colocases, manioc ;... des pygmées par les éco gardes du Vendredi 10 au Lundi 13 juin 2016, Ces agents du PNKB étaient accompagnées par des Militaires, Policiers, Agents d'agence Nationale de Renseignement (ANR), chef de groupement de KALONGE. Jusqu'en présent ces familles n'exploitent plus leurs champs et vivent maintenant une vie très misérable d'errance et de mendicité.</p> <p>Par ce message les pygmées demandent aux autorités provinciales et locales :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La rétribution/réintégration dans leurs champs spoliés par le PNKB à Kalonge sans condition; - Le dédommagement de leurs plantules détruites ; <p><i>Après des multiples contacts de plaidoyer auprès des autorités, ils ont promis de s'investir pour aligner la Question de conflit entre Pygmées et PNKB autour de la spoliation des terres des pygmées de Kalonge ; sur l'ordre du jour des points qui seront traités prochainement à l'Assemblée provinciale. Et s'investir même dans le suivi du dossier pour rappeler à la commission mise en place d'effecteur la dite mission, faire rapport au Bureau d'assemblée ; et puis venir restituer aux députés dans la plénière pour prendre directement les dispositions utiles.</i></p>	<p>pygmées d'Idjwi : Mr Selemani-Samunane, Mapenzi-Zafarindi, Aubert-Mukinzi, Malekera-Leonard et Mademoiselle Tulove, étaient allés déposer les revendications des familles auprès des autorités compétentes en la matière en ces mots :</p> <p>« Message adressé à Monsieur l'Intérimaire du Chef de la Chefferie Ntambuka, La famille CIRAZI KAIMANO, est l'une des familles qui constituent les enfants que vous élevez, et donc ce sont vont enfants. Elle (la famille) a été limogée de son terroir ancestral sauvagement et sans indemnisation, à la perte de tout ce qu'elle possédait et au péril de leur vie. Par le secours de Dieu, ils ont trouvé un bon samaritain, Monsieur l'abbé Adrien, qui les a ramassés et s'est occupé d'eux. C'est pourquoi, ils ont des maisons et sont encore en vie. Cependant, l'espace qu'ils occupent à ce moment, d'ici peu, il sera insuffisant, d'autant puisqu'ils grandissent et la procréation continue. Ainsi, nous vous demandons comme père :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. De songer à leur trouver un grand espace vital, afin qu'ils y cultivent leurs champs et qu'ils accèdent aussi au développement ; 2. Un peuple sans histoire, il est voué à disparaître ; c'est là que se trouvent les sépulcres de leurs arrières et de leurs parents, ils souhaiteraient y rester, et y être aussi enterré. 3. Sa majesté Mwami Ntambuka, leur avait promis une terre d'habitation, après ces événements si sa majesté peut songer à réaliser sa promesse. » <p><i>Ayant entendu ce message, l'intérim de sa Majesté Mwami, nous a rassuré qu'il connaît bien ce problème pour raison d'avoir grandi avec cette famille en voisinage, cependant, à certain problème, il est limité, seul sa Majesté Mwami peut intervenir. Il nous a même informés en passant que dans 2 jours, soit le dimanche, sa Majesté Mwami, sera à Idjwi. Toutefois, l'assurance faite, est de faire parvenir le message à qui de droit.</i></p>
--	--

III. ORGANISATION DES REUNIONS DE RESTITUTIONS.

Après ces réunions de restitutions dans les communautés à **Kalonge** comme à **Idjwi-Sud** sur l'évolution du plaidoyer; l'équipe de parajuristes s'est rendue chez différents chefs de villages : Villages CIFUNZI à Kalonge; chefs des Groupements Nyakalengwa et Mugote ; ainsi que chez de l'Intérimaire de Mwami **Ntambuka** de la chefferie ; puis chez le commandant de la police nationale

de KALONGE avec le fils du chef SHAMAVU NAMUKONDO. Dans le but de leurs parlars du bien fondé de ce plaidoyer pour qu'ils s'en approprient entant qu'Alliés.

Le chef de village de CIFUNZI à MUSHADU avait dit qu'une division se fait voir au sein de la communauté autochtone pygmée de cette entité ce qui a fait que la maman M'KERE bénéficie le



5000\$ du PNKB dans les années passées et pourtant destiné aux pygmées de KALONGE, car le chef de programme Mr Christian avait dit que comme les pygmées sont divisés et chacun veut ses faire passer pour chef, alors les non pygmées doivent bénéficier leur don, c'est ainsi qu'il donnant la recommandation au para juriste BOLINGO qui est éveillé en matière de Droits des PA de leurs unir pour ne pas perdre leurs avantages.

Toute fois ce chef a été content de la présence

d'une fille mademoiselle MAOMBI CHARLENE dans notre équipe il nous a demandé si le champ

qu'on disait que le générale AKILI MUDOS avait acheté pour les pygmées était une réalité ? car il a eu des nombreux Pygmées qui étaient venus lui poser la question s'ils peuvent commencer à exploiter ce champ ? En réponse le chef leur avait répondu qu'ils puissent d'abord trouver le document de la concession avant son exploitation. Aussi la question sur le sort du champ que le PNKB avait acheté aux pygmées de Kalonge vers les années 2009 et 2010, puisque en date du



05/05/2010 il ont pris les coordonnées topographiques de 64 Ha à MUVUMO et à CHANDERMA lieux qu'ils ont déclarés avoir acheté au noms de Pygmées et avoir même promis de remettre



officiellement les documents de ces champs là dans une semaine. Fort malheureusement rien n'a été fait jusqu'en présent.

Finalment une majorité de participants s'exclamant à la dernière séance de restitution à Kalonge: « nous sommes très mécontents des attitudes des responsables de ce Parc, car nos enfants meurent maintenant de faim, malnutrition, et nous-mêmes suite à la spoliation de cette petite portion de terre par le PNKB, malgré que nous maîtrisons encore fort nos limites ancestrales et nos domaines habituels da vie ; nos droits aussi ne

cessent d'être violés par les autorités !!! ».

Constatant cela dans la réunion, le commandant de la police avait promis que chaque fois qu'un pygmée s'heurtera à un dossier difficile, il faut qu'il soit vite contacté par le para juriste Pygmée Bolingo et d'autres dans le but de régler le cas de ce dernier en difficultés; celui-ci a dit qu'il maîtrise notre chef DONATIEN avec sa bonne moralité.

IV. RÉSULTATS OBTENUS.

- L'Existence et disponibilité au bureau et auprès des députés provinciaux de la copie du Rapport de Monitoring sur les champs/terres des Pygmées spoliés du 10 au 13 juin 2016 à KALONGE en limite avec le PNKB et celui de Karama à Idjwi-Sud, depuis le mois d'août 2018. Une concession familiale sous le nom de la grande Famille KAHIMANO-CIRAZI et consorts. Ces familles furent chassées de son terroir habituel il y a 2 ans.
- L'organisation de 6 rencontres réellement tenues en province du Sud-Kivu ; dont 4 dans les entités de **Kalonge** et **Idjwi** avec les autorités administratives et coutumières locales et policières, et 2 en ville de Bukavu ensemble avec les députés provinciaux ; qui ont été effectivement persuadées à interpellier les parties prenantes aux conflits de spoliations des champs des Pygmées, les écouter et prendre des pistes de solution. Ex : cas frappant du chef de village Chifunzi (Mr BISIMWA NTARUBIBI) et commandant de la police Kalonge acceptant de se ranger derrière les des pygmées et se constituer en allier pour accompagner les pygmées dans le plaidoyer à tout moment que le besoin se manifeste.
- La vulgarisation effective des articles 14, 20 et 21 alinéa 2 de la charte Africaine des droits de l'homme et des peuples ; les articles 10, 25, 26, 27 et 28 de la déclaration des Nations Unies sur les Droits des peuples autochtones ; et l'article 34 de la Constitution de la RDC. Le contenu produit, figure sur le dépliant de vulgarisation.

V. DIFFICULTÉS RENCONTRÉES.

Départ le volume du travail abattu sur terrain et le temps accordé ; les parajuristes ont exprimés quelques unes des difficultés ; notamment :

- La présence des pluies torrentielles ; suite à la saison de Novembre, décembre 2020 et janvier 2021 trop pluvieuses ; avec même des difficultés des circulations des motos pour mieux faire le terrain (moyen de transport incertain et non rassurant) ;
- Insuffisance des moyens financiers pour assurer le transport sur terrains ; ex : cas de déplacement/transport Bukavu Idjwi aller-retour, ne suffisait pas. Et le transport Bukavu-Kalonge suite à l'impraticabilité de la route actuellement par véhicule sur la route Nationale N°3 Miti-Hombo- Walikale et Madirhiri qui mène vers Kalonge en délabrement très avancé.

VI. RECOMMANDATIONS DES COMMUNAUTÉS PYGMEES.

Après des analyses et selon les déclarations des Pygmées de Kalonge que ceux d'Idjwi ; en voici alors ci-dessous quelques recommandations :

Recommandation au RAPHY et MRG :

- Comme il y a tendance à vouloir faire taire le dossier de plaidoyer à la non spoliation des champs des communautés autochtones Pygmées Batwa, vu la lenteur orchestrée par le pouvoir en place ; ce qui fait qu'il y a nécessité et besoins d'un soutien fort de MRG de mettre en place un moyen rassurant de suivi de ce dossier à l'assemblée comme il existe un nouveau bureau et une nouvelle Assemblée provinciale en province du Sud-Kivu/RDC.
- Que RAPHY et MRG fasse les plaidoyers au niveau international, National, Provincial et local afin que les concessions récemment ravies par le PNKB à CHANGAJI/CISAKULE et KASHASHA de l'entité de BUMOGA soient restituées aux propriétaires à Kalonge.
- Que RAPHY et MRG sous la conduite de ses parajuristes fassent de plaidoyer pour que le 64Ha de terre que PNKB avait promis d'acheter aux Pygmées de KALONGE en date du 5/5/2010 leurs soient remis.

- Que MRG facilite à RAPHY d'organiser avec ses parajuristes des formations en Leadership au sein de cette communauté ; car dans ces entités de Kalehe/Kalonge, Kabare/Buyungule, Muyange, Kahungu, ... les PA sont souvent partagés/divisés par des petits malins aux petits avantages inutiles qui viennent des personnes malintentionnées et de fois des ONG. De même que pour le dossier qui les oppose au Parc National de Kahuzi Bièga (PNKB).

Recommandations au RAPHY lui-même:

- Au RAPHY de planifier une énième rencontre de plaidoyer avec sa Majesté Mwami Ntambuka pour la cause de cette famille en souffrance. (une délégation composé de la famille CIRAZI, des tous les chefs Pygmées d'Idjwi-Sud et RAPHY).
- Au RAPHY d'aider les populations Pygmées en province à dénoncer les cas de menaces qui deviennent monnaie courante dans leurs villages répétitifs ; Ex : dotation aux chefs des villages d'un téléphone portable et des unités hebdomadaires ;
- Au RAPHY de multiplier les descentes sur terrain afin de documenter au quotidien les cas de violation de droits de l'homme qui deviennent habituelle tant pour le Pygmées eux-mêmes que pour les autres populations ;
- Au RAPHY d'organiser les séances de sensibilisation à l'amour du prochain, car les Pygmées sont plus meurtriers que jamais, car du jour au lendemain, on observera toujours à des assassinats multiples.
- Au RAPHY d'organiser des séances de sensibilisation/conscientisation au changement positif des mentalités à capitaliser le travail Manuel au profit des Pygmées et lutte contre la mendicité et oisiveté, car le travail rend l'homme autonome ; (quel que soit le genre de travail). Vu que les cas de vols/marauder des plantules dans les champs d'autrui sont devenus monnaie courante chez les Pygmées et un des sources des conflits avec les autres communautés.

Recommandations aux Pygmée/Batwa eux-mêmes:

- Aux Pygmées de s'aimer mutuellement et de se débarrasser de la paraisse qui les impose à vivre dans la pauvreté, et pourtant ils sont capables de faire quelque chose comme toutes les autres populations.

VII. CONCLUSION.

Nous avons remercié MRG de sa bourse de financement aux parajuristes du RAPHY pour avoir soutenu les défenseurs des droits de l'homme dans le domaine des droits foncier des Peuples autochtones exactement dans le contexte d'accapement des terres des communautés Pygmées à l'Est de la RDCongo. Ces activités de plaidoyer concernent les terres des communautés récemment spoliées par les autorités coutumières en Territoire d'Idjwi (Karama) et Kalehe (Kalonge/PNKB), province du Sud-Kivu. Et d'avoir appuyé aussi la sensibilisation aux communautés autochtones pygmées sur le changement climatique.

Étant très satisfaits, nous prions à MRG de tenir compte des recommandations comme stipulées ci haut par les communautés pygmées.

ANNEXES :

1. Autres information nécessitant le monitoring sur terrain sur quelques cas de monitoring de droit de l'homme :

- Cas d'assassinat de Monsieur **Janvier RUKUBANYI**, tabassé grièvement jusqu'à succombé de ses blessures par 3 fils de la famille **FAUCAS**, dans le village Kabingu/Bwando, en Groupement de Mugote, par le gaillards dont leur noms suivent : **Prince Faucas, DefaoFaucas et KabumbaFaucas.**

- **En groupement de Mugote**, au centre de Mugote, dans un village Pygmées, un nommé **David TEMBERA**, sujet Pygmée de son état, a présenté un cas de menace de mort à son endroit, de la part des autorités locales du village, en complicité avec les habitants du milieu. Pour sa part, Monsieur David nous a fait savoir qu'un jour, Monsieur REDE, commandant de la Police du milieu de son état, Monsieur BIKA chef du village, avec 4 habitants du village, lui sont apparus chez lui à la maison, pour lui dire de faire sortir des personnes qui sont entrées chez lui avec les armes à feu, en provenance du Parc de KAhuzi-Biega dans le but d'opérer un vol dans ce village. Chose que le pauvre David ne connaissait ni le tenant ni les aboutissant de ce processus entamé par les précités. Il a renchéri et dit que ce n'est pas la première fois que le Chef du village tente de le plonger dans une histoire obscure comme cela.
- **En groupement de Mogote toujours**, un peu plus loin là, le nommé **David**, a mentionné la jalousie contre les communautés pygmées de ce village et vivant au centre de Négoce Mogote, puisqu'ils occupent le centre de Mugote, alors ils sont en train de chercher des alibis/prétexte d'une cause pour les y faire déguerpir définitivement comme ils occupent un lieu stratégique pour faciliter le commerce lacustre et les Bantous n'en n'ont pas. Ce qui fait que Monsieur David demande à RAPHY à déployer des efforts pour contacter les autorités compétentes afin de leurs assurer la sécurité avec le concours aussi des voisins ; puisque c'est dans des pareilles circonstances que les gens perdent de vie là. Si le RAPHY peut dénoncer cela à la Radio et continuer à organiser des Émissions radios sur la cohabitation pacifique entre Pygmées et Bantous ; Etc.

2. Quelques photos de Terrain pendant des missions de Plaidoyer et Monitoring par les Parajuristes.

Cas des champs des PA de Kalonge et Idjwi spoliés par le PNKB et Mwami Ntambuka .







Images des quelques réunions de restitution du plaidoyer aux villages.

